



**HAL**  
open science

**James B. Colins, La Monarchie républicaine. Etat et société dans la France moderne, Paris, Odile Jacob, 2016, 204 p.**

Christophe Le Digol

► **To cite this version:**

Christophe Le Digol. James B. Colins, La Monarchie républicaine. Etat et société dans la France moderne, Paris, Odile Jacob, 2016, 204 p.. Revue Française de Science Politique, 2017, 67 (2), pp.384-385. 10.3917/rfsp.672.0382 . hal-03380554

**HAL Id: hal-03380554**

**<https://hal.science/hal-03380554>**

Submitted on 8 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**James B. Collins, *La Monarchie républicaine. État et société dans la France moderne*, Paris, Odile Jacob, 2016, 200 p.**

Les typologies officielles, celles qui sont consignées et abondamment commentées dans les manuels de droit constitutionnel, constituent un instrument plutôt frustré pour rendre compte de la complexité des relations institutionnelles et politiques d'une part et des rapports qu'entretiennent des institutions politiques avec le monde social dans lequel elles sont encadrées d'autre part. Cette complexité se trouve résumée dans ces typologies simplificatrices dont les fonctions de légitimation l'emportent toujours sur leur intérêt analytique. Les catégories issues de ces typologies sont souvent malaisées à manier pour un politiste et font l'objet d'usages variés en fonction des domaines de spécialité dans lesquels elles sont maniées. Dans *La Monarchie républicaine. État et société dans la France moderne*, James B. Collins étudie un type de régime, la monarchie française sous l'Ancien régime, qui n'est sans doute pas le plus familier au politiste, mais dont il peut incontestablement tirer profit pour étudier des régimes auxquels il est davantage confronté dans son activité scientifique.

Cet ouvrage rassemble quatre conférences prononcées au Collège de France en mars 2013. Il surprendra peut-être le lecteur puisque l'historien américain, spécialiste d'histoire sociale, se propose d'étudier le langage politique entre le XIV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, en particulier celui qui se déploie autour du pouvoir monarchique et de l'État. Et, compte tenu de sa spécialité, il n'est pas étonnant que celui-ci prenne quelque peu ses distances avec les pistes tracées par l'histoire intellectuelle et l'école de Cambridge au profit d'une histoire qui situe « les idées dans leur actualité politique et sociale », du moins davantage que ne le font les deux approches délaissées par l'auteur (p. 9). Mais que les amateurs de l'école de Cambridge se rassurent : Collins n'en continue pas moins de dialoguer avec Quentin Skinner tout au long de ses conférences, même s'il se place plutôt sous les patronages de Reinhart Koselleck et de Pierre Bourdieu. Ce double patronage pose le cadre théorique de son ouvrage : entre une attention portée à l'histoire des concepts et un intérêt pour les conditions sociales de production du discours.

Il profite de ses conférences pour remettre en question deux paradigmes sur lesquels est en partie fondée l'histoire de la France moderne : « l'absolutisme pour l'État d'une part, et l'immobilisme de la société d'autre part » (p. 13). Dans cette perspective, l'historien

américain propose des pistes de recherche pour penser, comme représentations et comme pratiques de pouvoir, ce régime historiquement daté mais qui étend toujours son ombre sur la V<sup>e</sup> République, comme le suggère habilement l'intitulé de l'ouvrage. Collins porte tout particulièrement son attention sur les enjeux et les luttes de définition du pouvoir monarchique. Ainsi observe-t-il deux étapes dans l'évolution du discours politique : au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle apparaît un discours sur le « bien public », la *res publica*, qui exprime l'existence d'une conception particulière du pouvoir, d'un « système politique d'une « république » - un amas de citoyens, selon la définition du grand lexicographe Ambrosio Calepino – qui partage le pouvoir avec un prince (en France, le roi) » (p. 20). En dépit des luttes d'interprétation dont l'État est l'enjeu, ce discours se maintiendra au moins jusqu'à Henri IV, moment où il est remplacé par un nouveau discours, organisé autour du « Bien de l'État », correspondant à la forme de l'État propre au XVIII<sup>e</sup> siècle. Si l'expression « bien public » est encore utilisée, elle fait dorénavant référence à l'économie et non plus à la politique.

Dans sa dernière conférence, James B. Collins prolonge son geste initial par une critique en règle de l'« absolutisme ». Ainsi, à la suite d'autres historiens, Robert Descimon et Fanny Cosandey en particulier, Collins constate que « les historiens ne définissent pas l'absolutisme, parce que c'est un postulat qu'ils formulent *a priori* » (p. 154). Selon lui, l'« État absolutiste » n'existe pas. Le pouvoir est toujours un processus de négociation entre des groupes ; et ces négociations permanentes ont pour enjeu le contrôle des ressources économiques, sociales et culturelles. L'État n'est qu'un des acteurs de ces luttes. Considérant l'« absolutisme » comme un « concept téléologique », il en fait le produit d'une triple historiographie dont il tente de comprendre les conditions proprement historiographiques de production : celles de la France, des îles britanniques et de l'Amérique du Nord. Il en étudie les inconscients disciplinaires, les présupposés nationaux voire les ignorances croisées. Les approches qui y sont déployées apparaissent alors comme des points de vue constitués par les logiques disciplinaires propres à chaque historiographie et aux objets qui y sont traités, classés et inégalement valorisés.

Comment résoudre le conflit historiographique engendré par l'existence de ces différents points de vue ? Dans une sous-partie intitulée « L'absolutisme : du concept à la réalité » (p. 145), Collins distingue fort classiquement deux plans : d'un côté, le champ historiographique et, de l'autre, la « réalité » qui permet de discriminer les points de vue exprimés dans le premier plan. Mais en quoi consiste cette « réalité » et qu'apporte-t-elle à l'historien ? À la lecture de Collins, le lecteur devine qu'elle est constituée par l'ensemble des données que les

historiens exhument patiemment et collectivement en explorant les archives et la littérature de l'époque. Il plaide pour une « réalité » qui est à la fois le plan que travaillent les historiens et le plan de résolution de leurs conflits historiographiques. Et pour que celui-ci puisse résoudre *objectivement* leurs conflits, cette « réalité » doit avoir une existence indépendante du premier plan. C'est d'ailleurs l'existence de ces deux plans distincts qui, dans la tradition positiviste, permet aux historiens de revendiquer un statut scientifique pour leur discipline.

Finalement, on ne peut s'empêcher de penser que Collins s'en remet à deux principes constitutifs de son propre inconscient disciplinaire : d'une part, que les archives livrent *la* vérité historique ou, dans une moindre mesure, *une* vérité historique ; d'autre part, qu'il existe une logique linéaire d'accumulation du savoir historique qui permet, avec le temps, d'infirmer les thèses historiographiques les moins conformes à la « réalité ». Ces deux principes constituent le socle d'une posture épistémologique inspirée en partie des sciences de la nature. Pour ces dernières, le second plan, celui de la « réalité physique », existe indépendamment du premier plan. Il est ce lieu accessible où les hypothèses sont testées et expérimentées. Pour la discipline historique, on peut raisonnablement convenir que le passé étudié n'existe plus concrètement et que les historiens n'y accèdent que par l'intermédiaire des traces qu'ils exhument et interprètent. En ce sens, le second plan ne serait pas une « réalité » en soi, indépendante du premier plan, mais le produit éminemment symbolique du travail réalisé collectivement par les historiens et, en dernier ressort, des rapports de force plus ou moins stabilisés au sein du champ historiographique. Ainsi cette « réalité », arbitre des conflits historiographiques, échappe-t-elle, en toute logique, à l'historien. Selon cette conception, la « réalité », moins objective que prévue, serait réduite au statut de ressource mobilisable dans les luttes pour l'interprétation légitime du passé. Une conception qui remet également en question la logique linéaire d'accumulation du savoir historiographique. On le voit, James B. Collins nous livre un ouvrage stimulant et réflexif qui ne peut laisser un politiste insensible à un double titre : il nous invite à réfléchir à notre rapport à la « démocratie » ou à la « république » ; il nous invite également à un retour réflexif sur notre propre inconscient disciplinaire, assez similaire à celui des historiens, semble-t-il...

Christophe Le Digol